

Université de Toulouse 2 le Mirail

AGET-FSE - SUD-Étudiants - FERC-Sup CGT

Après avoir tenu un Conseil d'Administration sous haute protection policière, au Rectorat, le 2 juin, **la direction** de l'Université de Toulouse 2 le Mirail **a fait appel aux forces de police à trois autres reprises**, les 3, 4 et 8 juin 2009, pour imposer son autorité sur le campus de l'université. Elle a fait enlever les piquets de grève votés, installés et reconduits par des Assemblées Générales massives (1500 personnes encore la semaine dernière).

C'est une nouvelle fois la preuve que l'équipe présidentielle est incapable d'assumer sereinement la direction de cette université, dans un esprit de dialogue et d'ouverture. C'est un aveu d'échec et d'impuissance qui se traduit par une escalade sans issue.

L'AGET-FSE et SUD-Étudiants (syndicats étudiants majoritaires à l'UTM) et **la FERC-Sup CGT** (syndicat majoritaire chez les personnels BIATOS de l'UTM), condamnent fermement ce coup de force de l'équipe présidentielle.

Les étudiants et les personnels de cette université ne peuvent accepter de travailler sous le contrôle des forces de polices et exigent le départ de toute force armée du campus et de ses abords avant que puisse être envisagée une quelconque reprise.

De plus, **de nombreuses sanctions et menaces sont tombées sur les personnels et étudiants grévistes** (non renouvellement de contrats, refus d'accès à la maison de la recherche indispensable pour le bon déroulement du master...), nous exigeons la levée de ces sanctions inacceptables et condamnons toutes nouvelles représailles.

Après n'avoir pas su gérer la crise pendant plusieurs semaines, le président et son équipe se sont engagés dans une spirale qui ne peut conduire qu'à l'enfermement et à la répression.

La direction doit prendre acte de son incapacité à diriger notre université au mieux des intérêts de ses personnels et de ses étudiants. Elle doit en tirer toutes les conclusions qui s'imposent : **la démission de l'ensemble de l'équipe.**

Nous réaffirmons notre engagement contre la LRU et toutes ses conséquences locales et nationales et pensons que la seule solution reste l'abrogation.

Toulouse, le 8 juin 2009.